

Pierre Zarka, Seine-Saint-Denis

Se donner l'outil nécessaire à la transformation sociale

Si nous concevons les municipales et les élections cantonales dans la continuité de ce que nous faisons depuis des années, à moins d'un miracle, je crains que la note soit sévère. Si je m'appuie sur la situation de la Seine-Saint-Denis, le poids des abstentions, le rapport des forces politiques issu des dernières années, sans parler de la Présidentielle, ou nous commençons à recomposer un électorat ou nous risquons des revers qui s'inscriront dans la suite de la Présidentielle. Les élections territoriales peuvent ancrer dans la vie la marginalisation durable du communisme politique. L'élection Présidentielle nous a fait violemment la démonstration que penser passer à travers un tel enjeu en voulant faire du Parti communiste LE point de ralliement, en pensant que la crise du communisme n'aurait aucune répercussion comme cela a été dit ici, était une illusion. Mais au-delà même, le temps où les rapports délégataires dans l'électorat le plus politisé permettent de se retrouver autour d'un seul parti est définitivement révolu.

La crise de la politique, les effets de la victoire de Sarkozy et les méandres du PS nous posent une question supplémentaire. Je ne suis pas de ceux qui clament qu'il ne faut plus jamais rien faire avec le PS. Mais penser que d'annoncer des listes avec lui permettra de regrouper un électorat suffisamment large est une illusion. Nous avons oublié que ce qui a fait la victoire lors du référendum, c'était que la somme des forces rassemblées donnait le sentiment à celles et ceux qui ne se retrouvaient dans aucune d'entre elles, qu'il y avait cependant une place pour eux. Comment des hommes et des femmes de milieux divers, aux attaches diverses ou très éloignés de la vie institutionnelle, comme c'est le cas dans de nombreuses cités populaires, comment vont-ils se sentir concernés par notre place dans les institutions territoriales ?

Il y a trente ou quarante ans l'image des élus communistes reposait sur des réalisations sociales et ce, d'autant que les villes en avaient les moyens, que la part de budget d'aide sociale était moins grande et que la droite gérait passivement ses villes. Tous ces facteurs se sont inversés.

C'est à ce stade que les travaux du congrès - et qui doivent présider à notre avenir - interfèrent. Par manque de temps, je ne prendrai qu'un aspect du problème. Recomposer un électorat, implique de répondre à des attentes aujourd'hui non vraiment formulées à notre égard. Il y a l'aspiration à de nouveaux rapports avec les élus comme il y a de nouveaux rapports entre militants et assemblées générales dans les mouvements sociaux. S'il y a quelque chose où nous pouvons jouer un rôle c'est d'aider à conquérir du pouvoir par une coopération consciente avec des élus comme nouvelle normalité. Cela revient à modifier l'enjeu de l'élection. Elire un représentant que l'on reverra plus tard (peut-être) ou élire un partenaire avec lequel on va co-élaborer des projets et co-intervenir ne sont pas identiques. Or je disais que ce type d'aspiration est pour l'instant non formulée. Pour deux types de raisons : il est difficile d'explicitier ce qui n'est pas matérialisé par une structure, c'est aussi à cela que sert un parti ; et non formulée dans la mesure où on nous pense tellement attachés à des formes de prééminences de parti anciennes qu'on ne nous pense pas susceptibles d'entendre et de répondre positivement. Laisser entendre que nous demeurons dans la continuité nous condamne.

Transformer nos comportements et notre culture est donc nécessaire et urgent, d'où la nécessité de se mettre vite au travail. Mais quelle que soit la rapidité avec

laquelle nous serions capables de nous affronter au problème, le temps qui nous sépare des échéances électorales est trop court pour que de nouvelles pratiques passent dans la vie de manière visibles et mémorables. De ce fait, toutes les ruptures avec ce qui dans notre présent est un obstacle jouent un rôle décisif. Et c'est la seconde raison pour laquelle je pense que d'évoquer des décisions de congrès et les intégrer au fur et à mesure dans nos discours et pratiques sans attendre de pouvoir répondre à tout est vital. L'idée d'une nouvelle formation politique est dans l'air. De manière autrement plus prégnante que lorsque nous avons lancé ce malheureux atelier disparu corps et biens, tout simplement parce que la victoire de Sarkozy un an après la victoire du Non au référendum fait la démonstration de l'obsolescence du dispositif actuel des forces anticapitalistes. Dire tout de suite que nous entendons travailler à une nouvelle formation politique, qui dépasse l'actuel parti, pour nous donner l'outil nécessaire à la transformation sociale est urgent. C'est l'ouverture du chantier qui concrètement sélectionnera avec qui il est possible de construire cette organisation. Il n'y aura pas de participation massive à la constitution d'une force nouvelle si elle ne part que de nous et que ce soit nous qui distribuons les invitations. Nous ne pouvons pas à la fois convenir que notre conception de la transformation sociale s'est coupée des réalités et vouloir faire du neuf sans celles et ceux qui expriment des pans de cette réalité, même si nous les considérons de manière critique. Annoncer publiquement que nous voulons travailler à une nouvelle formation politique est un engagement qui nous libèrera de toutes nos pesanteurs. Quant aux élections territoriales, j'y reviens, c'est le moyen d'annoncer de manière crédible que nous rompons avec ce qui est aujourd'hui frappé d'obsolescence et d'immobilisme.